

Un anniversaire bâclé : la destruction des Accords de Bretton Woods.

Posté le : 20 juillet 2021 11:52 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Cycles et conjoncture, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Zone Euro, Monnaies et changes, Attitudes, Crise mondiale, Crise financière, Histoire économique récente, Réforme, Economie et politique

Dans un mois exactement, le 15 août, le monde fêtera l'anniversaire de la décision économique la plus néfaste de la seconde partie du XIXe siècle : l'abandon de facto des accords de Bretton Woods qui avaient été conclus 27 ans auparavant. À part Jacques Rueff, personne n'avait perçu la gravité d'une manœuvre qui allait signifier rien de moins que la fin des Trente Glorieuses et pour la France un basculement qui finira par le grand déclassement que la crise sanitaire en cours a rendu évident au plus grand nombre.

Pour ceux que cela intéresse, nous avons traité de cette tragédie dans deux livres, d'abord **P'Étrange Désastre*** qui retrace la déchéance économique provoquée par l'abandon des disciplines de Bretton Woods, puis dans **La Monnaie du Diable*** qui fait l'histoire géopolitique de la monnaie de 1919 à 2019. Il nous était apparu lors de conférences que personne ne comprenait la question monétaire et ne se souvenait plus de Bretton Woods. Il faut dire que le seul livre paru en Français sur cette question, écrit par un des participants français, datait des années cinquante. Il ne restait plus dans l'esprit général que quelques simplismes. Au mieux.

Rappelons ici quelques éléments marquants.

Au moment où l'issue d'une guerre mondiale terrifiante paraissait désormais inéluctable, l'effondrement des forces de l'Axe étant manifeste partout, une négociation s'est conclue qui avait commencé... **en juin 1940** entre Britanniques et Américains. Tout le monde a oublié qu'après l'effondrement militaire de mai quarante, l'Allemagne a proposé ses conditions de paix et d'organisation monétaire de l'Europe, Hitler cherchant à terminer la guerre à l'ouest par un accord honorable avec le Royaume-Uni. Le plan Funk, avec ses variantes dues à Goering et quelques autres pouvoirs dissidents (le régime nazi était loin d'être monolithique et les factions en guerre intestine presque tout le temps), mettait en place deux organisations parallèles : l'Europe, selon des schémas qui ressemblent beaucoup à ce qui sera mis en place plus tard, et un système monétaire européen basé sur une monnaie pivot, évidemment le Reichsmark et un système de compensation très proche du système actuel.

J.-M. Keynes, sollicité de trouver des arguments pour contrer la propagande autour du plan Funk, surprendra ses commanditaires en expliquant que les principes du plan allemand (la compensation) étaient formidables, même si les modalités étaient malhonnêtes (les nazis ayant la volonté de ne jamais solder ses positions déficitaires) et qu'il fallait qu'il soit pris en compte par les bientôt alliés ! Churchill impose, de peu, la poursuite d'une guerre totale « jusqu'à la victoire », même en cas d'envahissement du territoire anglais, mais doit rapidement obtenir des fonds car il n'a pas les ressources pour poursuivre la guerre seule. Pendant quatre ans, les questions financières cruciales immédiates mais aussi l'organisation future du système monétaire feront l'objet de débats et de discussions plus ou moins houleuses. Les pays alliés et la France combattante y seront associés. Après le débarquement réussi en Normandie à l'ouest, l'effondrement allemand face à l'opération Bagration à l'est, les reculs définitifs du Japon en Extrême-Orient, Roosevelt, qui lance sa dernière

campagne électorale, sent le besoin d'un grand succès diplomatique et organise la conférence dit de Bretton Woods, un grand hôtel dans la fraîcheur des montagnes proches de New York. L'endroit a été choisi pour permettre à J. M. Keynes de participer (il souffre de problèmes péri cardiaques aujourd'hui bénins grâce aux antibiotiques mais insolubles à l'époque).

La conférence cherche à résoudre deux difficultés : ne pas recommencer les erreurs commises à la fin de la guerre de 14-18 qui conduiront d'un côté aux troubles allemands (la grande inflation, l'arrivée des nazis) et Japonais (l'étranglement pétrolier) et aux deux guerres de revanche, et de l'autre à la crise de 1929 et ses suites. Première idée, développée par Keynes dans les années vingt, est qu'il ne fallait pas ruiner et maltraiter les pays vaincus, en dépit des immenses pertes qu'ils avaient infligés aux pays vaincus, mais au contraire leur permettre de revenir le plus vite possible dans l'effort productif global. C'était une idée neuve et qui aura les conséquences les plus heureuses pour les deux pays vaincus qui deviendront des mastodontes économiques en contrepartie d'être longtemps des nains diplomatiques.

La seconde idée, toujours fournie par Keynes était la nécessité d'une organisation multilatérale permettant de gérer la coordination des politiques monétaires afin qu'une crise dans un pays ne soit pas amplifiée au point de déboucher sur une crise globale. Des changes fixes mais ajustables raisonnablement, par négociation, l'aide aux pays en difficulté de balance de paiement par des prêts mutualisés, la création de liquidité internationale en cas de crise grave, un organisme de contrôle et d'animation, le Fonds monétaire International, tel était l'idée de manœuvre.

La troisième idée était celle du financement de la reconstruction et des aides financières, avec la création de la banque Mondiale et l'élaboration d'une stratégie d'aides mutualisées pour accélérer le développement.

Tout cela était extrêmement nouveau et a passionné tous les participants qui ont joué le jeu de bonne foi.

La conférence a dérivé assez loin des idées de Keynes lorsqu'il s'est agi de fixer la référence de la base monétaire commune. Le retour à l'étalon or pur était impossible pour une raison élémentaire : tout l'or était aux États-Unis qui n'entendaient pas le voir quitter Fort Knox et qui produisaient à peu près la moitié de la richesse mondiale. On a donc établi un étalon de change-or, où le dollar était l'étalon et l'or l'ancre de l'étalon. Cela voulait dire que les États-Unis assumaient une responsabilité particulière : garantir par sa politique économique globale (interne et externe) le respect de la parité dollar-or. C'était une gageure, car le système donnait aux États-Unis le pouvoir de régler tous ses déficits éventuels de façon indolore dans sa monnaie, et la fourniture de dollars au monde supposait de créer un déficit structurel de la balance des paiements.

Les États-Unis développaient également une autre politique purement personnelle : la disparition des colonies et leur régime protégé, pour obtenir de nouveaux débouchés. Il faudra la décision de Churchill de refuser d'aller à Bretton Woods dans un tel cadre pour que le président des États-Unis renonce à imposer immédiatement la disparition de la préférence impériale britannique.

Les Accords étaient imparfaits. L'aide à la reconstruction s'avérera totalement insuffisante, les monnaies françaises et anglaises s'effondrant radicalement. Du coup, il faudra inventer en urgence le plan Marshall et la Bird se concentrera sur les ex-colonies des pays européens sommés de décoloniser, l'assistance au développement passant des pays colonisateurs aux institutions mondiales. Ce qu'ils feront tous dans les 20 ans suivants la conférence. Surtout, après dix années de redémarrage brillant, le besoin de dollars était moins net, le Japon et l'Allemagne ayant tendance à accumuler les dollars émis généreusement puis de façon irresponsable par les États-Unis. Irrresponsable du point de vue de la structure des accords de Bretton Woods qui imposaient de respecter la valeur or du dollar.

Les plans grandioses de réformes intérieures américaines et d'actions extérieures (espace, guerres du Vietnam, « containment » de l'URSS) ont induit une telle cavalerie monétaire que rapidement l'avenir de l'étalon de change-or s'est révélé précaire. On se souvient de la conférence du général de Gaulle, restée célèbre, exigeant le retour à l'étalon or. En fait J. Rueff ne voulait pas le retour aux mécanismes de ce système qui implique que des récessions permettent le retour aux équilibres perdus. Le slogan de Bretton Woods : « non aux récessionnistes » était un mantra généralement partagé, même chez les tenants de l'orthodoxie monétaire passée. Ce qui était demandé, c'est que la référence du système ne soit plus le dollar mais l'or, les États-Unis étant remis sur un pied d'égalité avec les autres nations. Tous les autres principes de Bretton Woods notamment l'existence de règles et l'obligation de les respecter, et, surtout, les mécanismes de compensation et d'aides mutualisées pour éviter les récessions à répétition.

Les Américains ont alors élaboré une réponse nationaliste absurde qui ne pouvait aboutir qu'à des mécomptes : « mes déficits sont de VOTRE responsabilité ». « Moi je fais ce que je veux et c'est à vous de faire les efforts nécessaires pour réduire mes déficits », ce qui est strictement impossible, si la première puissance du monde, détentrice de la monnaie de transaction du monde, lâche les dépenses sans limite. La première page de Time magazine, donnée ci-dessous, traduit assez bien les éléments de langage américain : « vous êtes des vicieux qui cherchaient à me ruiner et à me dépecer comme des rats à casque nazi ». Les Européens tenteront de manipuler le marché de l'or pour que la dévaluation du dollar n'apparaisse pas trop. Mais toutes les béquilles finiront par casser et ce sont les Allemands, las d'importer de l'inflation américaine, qui mettront fin à la mascarade en proposant les changes flottants et en refusant d'appliquer les règles de compensation prévues dans les Accords. La réponse de Nixon sera le refus d'appliquer les engagements que les États Unis avaient pris de repayer en or les dollars accumulés par les autres pays. Tous les créanciers ont été floués. Ils croyaient détenir une créance or, ils se sont retrouvés avec du papier.

Lorsque le Wall Street Journal évoque, dans son numéro du 5 juillet, la fête des « 50 ans de la révolution du système monétaire », il précise qu'elle a été rendue nécessaire « par la concurrence féroce des produits manufacturés du Japon et de l'Allemagne ». Féroce veut dire déloyal naturellement. On ne doute pas que la « révolution » a été bénéfique même si on admet que la flottaison rend les choses un peu instables, complexes et imprévisibles tout en provoquant l'apparition d'une économie baudruche basée sur des gains de casino et les crises bancaires fréquentes, alors qu'elles avaient disparu. C'est que les changes flottants ont permis « de s'adapter rapidement » par exemple aux variations des prix du pétrole ! Prix qui ont explosé après l'introduction des changes flottants et la chute vertigineuse du dollar ! De qui se moque-t-on ? Ils auraient permis de créer de « l'interdépendance » alors qu'on a brisé l'interdépendance structurelle du système de changes précédent, et éviter des guerres (lesquelles ?). Donc Nixon a pris des décisions judicieuses... mais qui montreraient tout de même leurs limites cinquante ans après, parce que tout le monde en a marre du terrorisme monétaire, financier et légal américain. La solution judicieuse serait désormais périmée.

Ce qu'il fallait faire entre 1973 et 1976, c'est une réforme des accords de Bretton Woods qui sauve l'essentiel : les règles de non-déficits et de non-excédents majeurs, la coopération interétatique pour éviter les récessions, la surveillance. Une occasion majeure formidable de créer un système sain et durable a été perdue à cause de l'attitude américaine. L'inconvertibilité temporaire s'est muée en Accords de la Jamaïque, à Kingston, au bord d'une piscine, où le fat Giscard s'est rengorgé en faisant des effets de maillots de bain, un non-système basé sur le chacun pour soi et les changes flottants sous pression américaine, dont les conséquences vont être tout simplement dramatiques.

Dès 1973, le monde connaît une première récession mondiale, « la pire depuis 1929 », et une chute du dollar qui conduit les pays producteurs de pétrole aux actions de cartel que l'on connaît. Mais la crise de 1973 n'a pas été une crise pétrolière. Celle-ci a été une conséquence aggravante. Les

énormes déficits et excédents entraînent la création d'une économie financière déconnectée de l'économie générale. La spéculation s'impose partout. Les prêts aventurés massifs finissent toujours par s'effondrer. Les crises financières ne vont plus cesser, avec un épisode sanglant en 1992-1993 une nouvelle fois « la pire depuis 1929 », jusqu'à la grande crise de 2008, qui flanque par terre l'économie occidentale et dont les conséquences se font encore sentir.

Les États-Unis mettent en œuvre quatre politiques :

- Le TFTEA : C'est une loi Obama qui sera appliquée sans faiblesse par Trump et qui est toujours de bras armé de Biden. Son principe : mes déficits sont nécessairement la faute des pays en excédents et pas de la mienne. Ce sont des ennemis déloyaux qui s'en prennent à la substance moelle des États-Unis et qui doivent être châtiés. On en revient à la caricature de Time magazine sur les cloportes qui se nourrissent abusivement sur le dos des Américains.
- L'encadrement dingue des activités de banques, la suppression d'une partie des paradis fiscaux, les sanctions démesurées imposées par l'extériorisation des lois américaines. L'activité des banques de dépôts et la liberté des déposants se retrouvent totalement ligotées. Mais pas celle des fonds de pension et autres « funds » américains !
- La remise en cause des principes multilatéraux sur lesquels le monde fonctionnait depuis 1945.
- L'obligation pour les banques centrales de créer des milliers de milliards de dollars pour compenser les pertes accumulées par le système des changes flottant, avec des taux d'intérêt qui finiront par être négatifs.

C'est dans ce contexte totalement artificiel, injuste, déséquilibré jusqu'à l'absurde et précarisé, que va se produire la crise sanitaire, avec une perte de production surcompensée par la création monétaire des banques centrales, le gonflement dément de l'encours de dettes globales et des conflits latents entre tous les pays et tous les blocs.

Pour aggraver le tout, les Fédéralistes européens, au lieu de créer un pôle de stabilité monétaire basé sur une unité de compte commune et un système de type Bretton Woods, imposent la monnaie unique qui ne permet aucun ajustement sauf à pratiquer des récessions plus ou moins contrôlées, et en dépouillant les nations de toute souveraineté.

Le monde vit donc avec deux systèmes monétaires dysfonctionnels qui imposent des récessions périodiques, tout ce que voulaient éviter les membres de la conférence de Bretton Woods. Les « récessionnistes » sont à la manœuvre, assistés par des explosions de création monétaire des banques centrales. Et le monde n'est plus qu'un champ de combats douteux sur fond de ruine générale du monde occidental.

Ne parlons pas de la France devenue un territoire pour dirigeants lamentables et antinationaux, qui se font filmer avec l'air triomphant parce que Mme Van der Leyen a dit oui à un de leur plan et font semblant de diriger un pays éventré et en pleine déliquescence.

Après la crise financière et la crise sanitaire se présente le délire d'une politique écologique aussi ruineuse que sans effet sur le climat, qui peut achever de mettre le pays à genoux et a le potentiel de créer dans un horizon assez proche une situation à la libanaise.

Face à ces perspectives sinistres, les seules personnes habilitées à parler économie sont Picketty, l'obsédé fiscal maladif, Blanchard, le soumis qui n'a jamais été capable au FMI de faire valoir les méfaits des changes flottants, et Tirole, un prix « Nobel » d'économie qui pense que l'impôt aggravé sur les successions est la solution pour un pays déjà leader mondial des impositions.

Rencontré fortuitement lors de l'enterrement de Gabriel Milesi, Jean Hervé Lorenzi était très

content : tout allait bien ! Ce qui sera la tonalité des journées d'Aix en Provence. La BCE crache au bassinet ; l'argent coule à flots pour la haute finance ; l'État peut se goberger dans des dépenses extravagantes ; M. Macron peut faire face à toute contestation en arrosant les clientèles à gros bouillon. La reprise va être majestueuse ! Tout va bien Madame la Marquise. Les propositions faites au terme de ce Davos du pauvre sont d'une indigence rare. Aucune discussion sur les structures dysfonctionnelles de la monnaie et du commerce international. Il faut former la petite enfance, généraliser la garantie jeune (permettant de boucler la gratuité de la vie de la naissance à la mort), alléger les contraintes européennes, coopérer pour la cybersécurité, baisser les impôts sur la production, garantir les placements privés dans l'industrie, augmenter les annuités de cotisation à la retraite mais en étant généreux avec des catégories sensibles, et augmenter les bas salaires. C'est gentil, totalement insignifiant, ruineux pour l'État (pas grave, il y a la BCE, on peut y aller). Et surtout aller franchement vers la neutralité carbone en 2050, sans avoir chiffré le moins du monde ni les coûts de la décarbonation (ce qui devrait être son rôle prioritaire), ni l'efficacité sur la moyenne des températures mondiales. Du politiquement correct total et du politiquement économique insignifiant comme d'habitude. L'important c'est qu'il ait du monde à Aix et que tout le monde reste béat d'optimisme.

Vive la crise en chantant. Avec la destruction de Bretton Woods c'est aussi à la destruction des grands économistes à la française (Jacques Rueff, Maurice Allais, Alfred Sauvy) qu'on a procédé. Tout le monde s'amuse dans les médias à souligner l'extraordinaire baisse du niveau intellectuel des dirigeants français. Pour les économistes officiels français, ce n'est plus une baisse mais un anéantissement.

À moment où la campagne présidentielle s'ouvre, on peut craindre qu'elle soit totalement détournée de sa fonction naturelle : permettre aux électeurs de bien apprécier la situation et d'arbitrer entre les solutions.

C'est dommage. L'anniversaire de la destruction des accords de Bretton Woods offrait pourtant une excellente occasion de faire comprendre au pays pourquoi le PIB par tête se traîne en France fin 2020 au même niveau qu'en 1980 et de lui présenter les axes d'une politique de grand redressement. .

Didier Dufau

*Ces deux livres sont disponibles à la librairie en ligne du Cercle « e-toile » à l'adresse <https://editions-e-toile.fr/>